



Aujourd'hui 22 mai 2025, la Ministre des Comptes Publics, Amélie de Montchalin, vient inaugurer la Cité Administrative Saint-Sever.

Les représentants CGT des Administrations de la Cité sont mobilisés pour dénoncer l'austérité imposée par le Gouvernement qui sacrifie l'avenir.

Nous ne laisserons pas détruire le bien commun qu'est le Service Public

Depuis plusieurs décennies, les réformes de l'État et celles inspirées du New Public Management défigurent nos missions. La logique comptable générée par la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) prend le pas sur l'humain, les indicateurs remplacent l'intérêt général, et les agent-es paient le prix fort : surcharge de travail, perte de sens, isolement, souffrance au travail. **Dans ce contexte, les mesures budgétaires 2025 (40 milliards d'économies) et celles en préparation au titre du budget 2026 vont sacrifier encore davantage nos services et nos emplois publics.** Les instructions du 1er ministre publiées jeudi 27 avril mettant en œuvre une austérité budgétaire conséquente pèseront sur le fonctionnement des services et dégraderont encore plus les conditions de travail.

Dans le même temps, **la ministre des Comptes publics annonce la suppression et/ou la fusion d'un tiers des agences et opérateurs de l'État d'ici la fin de l'année (2 à 3 milliards d'économies)**, qui laisseraient sur le carreau des milliers d'agent-es publics. Ce n'est pas autre chose que les politiques menées par Trump et Musk de l'autre côté de l'atlantique.

Ces annonces s'ajoutent aux mesures scandaleuses et inacceptables de réduction de 10 % d'indemnisation du congé maladie depuis le 1er mars (900 millions d'euros d'économies), de maintien du jour de carence, de suppression encore cette année de la GIPA (800 millions d'économies), et de poursuite du gel de la valeur du point d'indice.

Ce sont des politiques contre les missions de service public de l'État et la qualité du travail des agent-es publics qui sont en train d'être menées. Aucun secteur professionnel ne serait épargné, une nouvelle dégradation des conditions de vie et de travail des agent-es se traduirait inévitablement par une surcharge de travail, une augmentation certaine de la souffrance au travail, une augmentation des maladies professionnelles.

Le gouvernement refuse de répondre aux revendications des agent-es publics, préférant sacrifier les services et établissements de l'État alors que d'autres solutions sont possibles.

Enfin, si la rénovation et le désamiantage de la cité administrative était nécessaire, la nouvelle cité marque une réduction drastique des surfaces couplée à des choix idéologiques imposant notamment des bureaux collectifs ouverts. Pour de nombreux collègues, c'est une dégradation des conditions de travail, obligeant à travailler avec un casque sur la tête ou à jongler entre plusieurs bureaux pour une visio où un appel téléphonique.

Ce mépris ne peut plus continuer.

Nous exigeons :

- Le développement des services publics et l'octroi des moyens budgétaires nécessaires pour permettre la mise en œuvre des missions.
- La création des emplois de fonctionnaires partout où cela est nécessaire et la titularisation des agent-es non-titulaires.
- Le rétablissement du versement de la rémunération complète à 100 %, sans carence, pendant les jours de congé maladie ordinaire.
- Le respect et la reconnaissance du travail réel agent-es et des mesures pour améliorer significativement les conditions de travail des agent-es.
- L'augmentation immédiate et a minima de 10 % de la valeur du point d'indice, et son indexation sur l'inflation.
- La refonte des grilles indiciaires.
- L'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes.
- L'abrogation de la contre-réforme des régimes de retraites et le retour d'un droit au départ à taux plein à 60 ans.

Le 5 juin 2025, nous serons mobilisés pour nos services publics, pour nos conditions de travail et nos salaires